

# Gauche

# Alternative

Journal des Alternatifs Isère ISSN 0998 8467



## Sommaire

Attribution du marché de l'Eclairage Public à Citeos-Vinci-Bouygues : une mauvaise décision p.1

L'impact de la grève chez STMicroelectronics-Crolles p.2

Le travail d'un élu *Ensemble!* à Grenoble p.3

Infos brèves p.5

Pourquoi lancer une monnaie locale à Grenoble ? p.7

La guerre contre le terrorisme comme diversion p.8

Naufrages des migrants en Méditerranée : pourquoi ? Que faire ? p.10

De retour du Forum Social Mondial à Tunis p.11

Estonie : une expérience de gratuité dans une économie libérale p.13

Calendrier p. 16

*Édito*

Communiqué d'Ensemble-Isère du 26 mai 2015

## Attribution du marché de l'Eclairage Public à Citeos-Vinci-Bouygues : une mauvaise décision

**Pour la défense du service public en gestion publique, le conseil municipal n'aurait pas dû voter la délibération !**



Rappelons une nouvelle fois que la situation actuelle est largement la

Numéro 153

Juin 2015

Prix libre



conséquence des décisions de l'ancienne majorité, qui a décidé de lancer un appel d'offres pour l'éclairage public, avec les risques que cela comportait. D'autres solutions préservant le statut public de ce service étaient envisageables. Quant à la droite, elle est à l'origine de la privatisation partielle par sa transformation de la régie publique GEG en SEM GEG. Les salariés de GEG se sont fortement mobilisés avec leurs organisations syndicales pour défendre le service public en gestion publique. Leur action résolue a permis de suspendre la décision et d'obtenir du préfet un délai de 9 mois. Nous avons souhaité que ce délai soit mis à profit pour étudier la faisabilité d'une gestion 100% publique de l'éclairage public. Après des mois de discussion, la ville de Grenoble vient de confirmer son intention de confier le marché de conception-réalisation-exploitation-maintenance (CREM) au groupe Citéos (Vinci Energies).

**Ensemble ! regrette profondément ce choix du maintien du marché avec une entreprise privée.**

Le CREM est un type de marché qui, s'il permet une rémunération garantie sur la durée aux grandes entreprises, est très aléatoire pour les collectivités territoriales. La solution retenue n'offre aucune garantie en

matière de maîtrise budgétaire ou de maîtrise des choix technologiques. Le choix du CREM ne permet pas non plus de garantir la qualité sociale des emplois. Nous sommes convaincus que le choix d'un vrai service public de l'éclairage doit être fait. Opter pour une gestion à 100% publique aurait été un geste politique fort, conforme à l'intérêt général et cohérent avec l'ambition affirmée par la majorité métropolitaine d'un pôle public de l'énergie. Or la solution du service public a été écartée sans qu'aucune étude argumentée, basée sur des faits probants, n'ait été présentée aux citoyens grenoblois.

***Ensemble Isère ! se réjouit que des élu-e-s de la majorité du Conseil Municipal de Grenoble aient fait le choix du service public en ne votant pas cette délibération.***

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Grenoble : conseil municipal envahi et reporté - N° 150 – Décembre 2014

GEG : un certain éclairage ! - N° 150 – Décembre 2014

## L'impact de la grève chez STMicroelectronics-Crolles

**Les salariés de STMicroélectronique-Crolles sont en conflit avec leur direction. Pour faire le point, « Gauche alternative » donne la parole à Henri Errico, syndicaliste, CGT, élu au Comité d'entreprise de cette société.**



**Gauche alternative - Pourquoi les salariés de STMicroelectronics de Crolles ont-ils fait grève ?**

Henri – Le fait déclencheur a été la division par deux de notre prime d'intéressement. Mais nos revendications

concernaient aussi nos conditions de travail qui, depuis quelques années, se sont dégradées. De l'autre côté le montant des dividendes a doublé et chaque année notre PDG s'octroie cent mille actions gratuites au cours de l'action en plus de sa rémunération annuelle.

**Combien de temps la grève a-t-elle duré ?**

La grève a commencé le 17 mars. Elle a été suspendue le 19 mai en attente des résultats des négociations annuelles obligatoires. La grève a consisté en des arrêts d'un à trois jours selon les semaines.

**Quels sont les syndicats qui appelaient à la grève ?**

Malheureusement, seule la CGT appelait à la grève. Les autres syndicats présents sur le site (CFDT, CGC) n'ont pas soutenu ce mouvement.

**Dans quelle proportion la grève a-t-elle été suivie ?**

Sur un millier de salariés, au plus fort du mouvement, on a eu plus de 400 grévistes.

**Qu'avez-vous obtenu jusqu'à présent ?**

Pas grand-chose. Cependant, on a obtenu une prime de 420 € sur trois mois, basée sur des objectifs très réalisables. De plus, la prime de 30 € mensuelle qui

devait être instituée à partir de juin 2016 a vu son application avancée à septembre 2015.

Mais ce que l'on a regagné, c'est un renouveau de l'esprit collectif des travailleurs. On avait jusqu'à présent une individualisation du travail. Grâce à cette grève, les contacts entre les salariés se sont développés, et maintenant les gens ont moins peur de leur hiérarchie, moins peur de parler.

**Cela signifie-t-il que les salaires ne vont plus être individualisés ?**

Malheureusement les augmentations, basées sur le mérite, restent individuelles. On se bat pour qu'elles soient collectives, mais pour l'instant on n'y est pas parvenu.

**Et au niveau des conditions de travail avez-vous obtenu des satisfactions ?**

À ce jour, non. Avec le personnel qui reste mobilisé, on va essayer de bousculer les mentalités. Parce que depuis quelques temps, la direction a voulu mettre en place une technique qui s'appelle le « lean management », mais à sa manière. Le *lean management* est une technologie qui vient du Japon, où normalement l'ouvrier peut se permettre de modifier, avec un travail collectif, des procédures. Mais, STMicronélectronique maintient le niveau hiérarchique alors que le *lean* prévoit sa suppression.

**Qu'envisagez-vous de faire dans un proche avenir ?**

Selon ce qu'accordera la direction, on va voir avec les ouvriers grévistes s'ils sont en nombre suffisant pour tenter de nouvelles actions pour alerter les pouvoirs publics et la direction. Nous allons aussi essayer d'amener dans cette action les cadres qui, aujourd'hui, sont très frileux à l'égard de toute action collective.

**Quelles sont les collectivités locales ou nationales qui ont subventionné le site ?**

Subventionnent la Communauté de communes du Grésivaudan, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, l'État et l'Europe.

**Ces subventions sont-elles annuelles ?**

Certaines sont annuelles mais les plus importantes correspondent à des projets. En ce moment il y a le projet Nano 2017. Et toutes les institutions citées précédemment subventionnent celui-là.

**À quoi servent ces subventions ?**

Pour l'instant, cet argent va à l'agrandissement de la salle blanche de Crolles 2.

**Quels sont les pays étrangers où est implanté votre groupe ?**

Il y en a beaucoup : l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, l'Angleterre, les États-Unis, Singapour, l'Inde, la Chine, le Maroc et Malte.

**Avez-vous des liens avec les syndicats des usines du groupe implantées dans ces pays-ci ?**

Pour ce qui concerne l'Europe, on a un Comité de groupe européen. Nous avons aussi des contacts avec les salariés du Maroc, car ils rencontrent beaucoup de difficultés pour pratiquer le syndicalisme. On arrive aussi à avoir des contacts avec ceux de Singapour par le biais du CREARC. Cette association essaye, au sein d'une multinationale, de mettre en relation les syndicats européens avec des salariés qui n'ont pas la possibilité de créer un syndicat.

**Ces concertations permettent-elles de mener des actions communes ?**

À ce jour, nous y sommes parvenus qu'avec les salariés d'Italie. Cependant, lors de notre mouvement de grève à Crolles, nous avons reçu un message de soutien de la part des salariés de Singapour.

**Comment votre syndicat appréhende-t-il aujourd'hui la mondialisation économique ?**

Le problème est que l'on est dans un modèle unique d'économie de marché. STMicronélectronique étant dans ce cadre, tout va en direction de l'actionnariat, qui ne considère que ses dividendes. Le côté social et l'investissement futur de l'entreprise ne l'intéressent pas. Notre PDG est dans cette ligne et aujourd'hui on en subit les conséquences.

---

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

Le combat contre la fermeture d'une papeterie - N° 148 – Juin 2014

Soitec, des licenciements projetés - N° 147 – Décembre 2013

Arthaud : une lutte autant culturelle que sociale - N° 145 – Juin 2013

La grève dans les cliniques mutualistes - N° 143 – Février 2013

## **Le travail d'un élu *Ensemble !* à Grenoble**

**Depuis l'élection municipale de Grenoble de 2014, notre mouvement politique Ensemble ! a quatre conseillers municipaux dont Antoine Back. Pour mieux connaître son action, « Gauche alternative » lui donne la parole.**

***Gauche alternative* - Quelle est ta délégation au sein de la municipalité de Grenoble ?**

*Antoine* – La ville de Grenoble étant divisée en six secteurs, je suis conseiller municipal délégué au secteur 2. Ma mission est de donner une cohérence territoriale

aux politiques municipales, dans les sens ascendant et descendant. Ce secteur est de loin le plus peuplé avec ses 35.000 habitants et ses 7 Unions de Quartier. Je suis un élu de proximité : je travaille en lien direct avec l'Antenne-Mairie, les Unions de Quartier et les habi-

tants en général ; je suis pour bonne partie de mon temps « sur le terrain », au contact de toutes les problématiques.



Antoine Back discutant avec les Grenoblois

### **Comment fais-tu pour connaître les desiderata des habitants ?**

Le fait que je travaille en permanence avec l'Antenne-Mairie qui collecte les problèmes remontés par les habitants, que ce soit au travers du Fil de la Ville (tél. 08 00 12 13 14) ou des nombreux courriers, permet déjà d'avoir déjà une première vision des problèmes. Sur le terrain, le lien permanent avec les Unions de quartier permet d'affiner ces problématiques : tours de quartiers, diagnostics en marchant, réunions thématiques, etc. Et comme je suis tout le temps à vélo ou à pied sur mon secteur, je suis régulièrement interpellé par les habitants ou les commerçants, en plus d'exercer mon œil de lynx. Ce sont généralement des problèmes liés à l'espace public : soit à son organisation, soit à des conflits liés à son usage.

### **Pourrais-tu donner un exemple de ce genre de conflit ?**

Par exemple, autour des écoles Bizanet un parking sauvage fait peser depuis des années un climat stérile et insécuritaire sur cette zone. L'expulsion de la voiture de cet espace et sa réorganisation par et pour les riverains et les usagers (écoliers, parents d'élèves, équipes pédagogiques) est une priorité : nous venons donc de lancer la co-construction du nouvel aménagement de cet espace.

Dans un tout autre registre, moins sympathique, dans l'hypercentre on a sur l'espace public de fortes concentrations de personnes « en marge » accompagnées de chiens. Le problème n'est pas tant leur présence elle-même mais leur concentration, ainsi que l'alcoolisation massive et d'autres pratiques à risques. En certains points ils sont jusqu'à une vingtaine avec un à trois chiens par personne, ce qui en pratique pose de réels problèmes de propreté et de tranquillité publiques, sans parler de la montée de l'intolérance et du sentiment réactionnaire. Quand on est en responsabilité, il nous faut aussi affronter ce genre de problème comme tous

les autres ; il n'y a pas que des problèmes « sympas » à résoudre.

### **Comment fais-tu pour résoudre les problèmes soulevés ?**

En général, les habitants proposent dès le début des solutions. Mais très souvent ces solutions qui leur paraissent évidentes sont dans les faits assez compliquées à mettre en œuvre car soulevant d'autres problèmes, notamment réglementaires. Alors, nous repartons du problème lui-même et on essaie de trouver ensemble les solutions, avec le concours des techniciens de la Ville et/ou de la Métro. Il y a alors toujours un temps de débat, et au bout d'un moment l'intelligence collective fait que l'on finit par trouver une solution qui soit à la fois économique et acceptable par tous : usagers, techniciens et élus. On raisonne toujours mieux ensemble que les uns contre les autres ; ça peut sembler évident dit comme ça, mais pour tout le monde c'est une véritable nouveauté par rapport aux pratiques anciennes où les élus décidaient seuls dans leurs bureaux, conseillés par quelques techniciens, tout au plus après une vague consultation des habitants, en supplément d'âme.

### **Peux-tu donner un exemple de solution de problème ?**

Je pense à la place Xavier Jouvin, dans le quartier St-Laurent, qui avait été réaménagée sans aucune concertation avec les habitants du quartier. Ce qui avait provoqué un petit traumatisme : cette place était habituellement utilisée par les mamans avec leurs enfants, elle est pratiquement désertée aujourd'hui. C'est en réunissant sur le site les habitants et des techniciens que l'on a pu confronter les scénarios, les usages et arriver à un consensus. La solution a consisté à déplacer et remplacer des barrières et à aménager des espaces végétalisés, cultivés par les habitants.

### **Disposes-tu de finances pour résoudre les problèmes ?**

Oui, chaque secteur est doté d'un budget. Mais il faut savoir que du fait que l'on nous ait confié une ville dont les finances étaient un champ de ruines, sans parler des baisses de dotation de l'État qui nous frappent très durement, ces budgets ont été comme d'autres fortement réduits. Alors ces finances sont-elles « suffisantes » ? Hélas non, elles ne sont pas à la hauteur des ambitions que j'ai pour le secteur, néanmoins cette situation oblige aussi à travailler autrement. C'est une contrainte qui a d'ailleurs un écho naturel chez les habitants car chacun connaît chez soi une économie domestique contrainte : soit on ne fait pas, soit on fait autrement, une fois cette dualité partagée par tous on peut commencer à travailler en bonne intelligence.

### **Pourrais-tu me donner un exemple d'un projet très utile qui n'a pas pu se réaliser pour des raisons financières ?**

Pour le moment du moins, la réfection du terrain de sport Saint-Roch. Mais nul doute que nous arriverons à la réaliser durant ce mandat. On est obligé de phaser les projets bien plus finement que si nous avions les coudées franches budgétairement parlant. Par exemple,

pour le futur réaménagement de la place Bir-Hakeim, il a fallu modifier le projet initial, minéral et coûteux. En définitive, en travaillant avec les habitants nous sommes parvenus à trouver une solution bien plus économe et beaucoup plus compatible avec l'activité humaine et la biodiversité. En végétalisant fortement, on réduit les coûts financiers et on rend l'espace public plus accueillant. J'arrive donc, pour le moment, à gérer les situations.

### **Dans quelle mesure parviens-tu à faire avancer l'autogestion ?**

Ce que j'essaie de faire avancer c'est le désir auto-gestionnaire, c'est-à-dire la prise de conscience des intérêts communs et la volonté de trouver un nécessaire accord entre toutes les parties intéressées par un problème. Il s'agit pour moi de les réunir, de les amener à un diagnostic partagé et de travailler à une solution qui convienne si possible à toutes les parties, ou à minima qui soit consensuelle. C'est l'intelligence collective qui doit fonctionner ; et moi en tant qu' élu, je joue un peu le rôle d'animateur : définir le cadre politico-budgétaire, faire parler tout le monde dans un climat respectueux, veiller à ce que personne n'écrase personne. Selon moi, quand on travaille en intelligence collective, on fait un pas vers l'autogestion.

### **Comment se situe le « sous-groupe » Ensemble ! au sein du groupe « Rassemblement Citoyen de la Gauche et des Écologistes » de la municipalité de Grenoble ?**

Nous élus *Ensemble !* nous concertons régulièrement pour partager nos analyses. Même si le fait de travailler au sein d'un seul groupe majoritaire RCGE est indubitablement une force, nous gardons un lien permanent avec le comité local d'Ensemble ! afin de conserver un éclairage extérieur ; nous ne voulons surtout pas rester en vase clos entre élus, ce qui aurait pour effet inéluctable de se retrouver « hors-sol » par rapport aux réalités vécues et à l'actualité politique.

**Avec les diminutions de dotations de l'État, ne trouves-tu pas que la municipalité se coupe les ailes en refusant d'augmenter les impôts ?**

Non, sincèrement je ne le pense pas. Les impôts locaux sont des impôts qui sont assez inégalitaires et la ville de Grenoble a des impôts qui sont déjà très élevés, les augmenter encore constituerait une pression fiscale d'autant plus dure pour les ménages aux revenus modestes. La non-augmentation des impôts fait partie du bouclier social que nous avons promis, et nous tenons cette promesse. Ce n'est pas aux Grenoblois de payer certains choix extravagants de la municipalité précédente et les actes de contrition du gouvernement Hollande-Valls. Notre défi est de bien mieux utiliser le budget municipal tout en réalisant notre programme audacieux.

### **Peux-tu me dire ce qui, selon toi, a le plus changé depuis le changement de municipalité ?**

Il est encore trop tôt pour avoir cette vision. Un changement de style, c'est certain, quand notre première mesure a été de baisser les indemnités de l'exécutif municipal, et fortement réduire les dépenses protocolaires. Nous avons immédiatement lancé plusieurs grands chantiers, notamment démocratiques : les Assises Citoyennes, les Conseils Citoyens Indépendants, la formation des citoyens au budget municipal, le Budget Participatif, le Chantier des Cultures, le reconventionnement des associations socio-culturelles, la végétalisation participative de l'espace public (« Jardinons nos rues »), etc. Pour moi, le changement immédiat le plus visible est le net accroissement des déplacements en vélo. Le fait que tous les membres de la nouvelle majorité municipale se déplacent quotidiennement à vélo n'est probablement pas étranger à cette évolution. Et si ce n'est pas immédiatement les petits lendemains qui chantent, c'est assurément un coup de pédale dans la bonne direction...

---

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

St-Martin d'Hères : une conseillère municipales alternative, pour quoi faire ? - N° 144 – Avril 2013

## **Infos brèves**

### **Le point sur la gratuité des transports publics dans l'Isère**

À la rentrée 2012, le Conseil Général de l'Isère à présidence socialiste avait supprimé la gratuité des transports scolaires. Pour la rentrée 2015, le Conseil Départemental de l'Isère à présidence UMP va la rétablir. Ce qui est une bonne initiative mais provoque un flou politique ! Qui est le plus à gauche, qui est le plus à droite ?

Pour 2015, le Conseil Général de l'Isère à présidence socialiste a supprimé une partie de sa subvention au

SMTC<sup>1</sup> : 11 millions d'euros de supprimés. Ce qui a provoqué une mesure égale de la part de la Métropole de Grenoble, dirigée également par un socialiste. Ces mesures ne sont pas faites pour favoriser la gratuité des transports publics dans l'agglomération grenobloise, et ses habitants ne sont donc pas incités à laisser leur automobile au garage. Or, la pollution aux particules fines à Grenoble est telle que, comme pour neuf autres agglomérations françaises, l'État français est menacé de sanction par la Commission européenne s'il ne remédie pas à cette situation. De leur côté 65 médecins de

---

<sup>1</sup> Syndicat Mixte des Transports en Commun

Strasbourg, ville pourtant non visées par la Commission européenne, ont lancé un cri d'alarme sur le même sujet. Ils rappellent notamment que le Centre international de recherches sur le cancer de l'OMS<sup>2</sup> de Lyon a classé les particules fines comme cancérigène.



Dans cette situation, que proposent nos différentes autorités ? Le gouvernement « socialiste », visé par les sanctions, a, en 2014, augmenté la TVA sur les transports publics. Ce qui ne peut qu'alourdir le prix des titres de transport. Il ne propose rien de nouveau ! Le nouveau Conseil départemental à majorité de droite non seulement n'a pas annulé la baisse de subvention au SMTC réalisé par l'équipe précédente, mais il va doubler cette baisse en 2016 et la prolonger les années suivantes. La Métropole n'a pas dans ses projets de faire progresser la gratuité des transports publics. Résultat : même en cas de pic de pollution, ceux-ci ne sont même plus gratuits mais seulement moins chers ! L'argument principal de tous ces dirigeants pour refuser la gratuité des transports publics est financier : « on n'a pas les moyens ». Or, selon l'OMS, la pollution atmosphérique a coûté en France en 2010 l'équivalent de 2,3% du PIB\*. Ne vaudrait-il donc pas mieux de dépenser ces sommes d'argent dans la prévention, en finançant la gratuité des transports publics ? Toujours est-il que le Collectif pour la gratuité des transports publics dans l'agglomération grenobloise poursuit sa campagne.

Jean-François Le Dizès

Sources chiffrées

\* Le Dauphiné libéré

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

La gratuité des transports publics : Qu'en disent nos autorités locales ? - N° 15 – Avril 2015

Réponse à Yann Mongaburu - N° 15 – Avril 2015

La gratuité des transports publics : un impératif social, écologique et sanitaire - N° 151 – Février 2015

Transports scolaires : quand le PS devient réactionnaire - N° 139 – Avril 2012

## La marche des possibles

Le 10 mai à Grenoble était organisé, par un collectif local, « la marche des possibles ». L'idée est d'oser s'appropriier, inventer et partager sur une autre forme de société. Il y avait environ 200 personnes pour participer au défilé en ville, pour communiquer sur bien des questions. Dans la journée on a pu accéder/partager sur différents sujets qui sont en lien avec des décisions politiques qui dérangent d'autant que la consultation publique n'est pas vraiment ouverte et les données bien cachées.



Le sujet le plus actuel et local était l'implantation de « Pierre et Vacances » dans les Chambarans. Les raisons de s'opposer sont multiples : préservation de zone humide naturelle, nous ne voulons pas que nos impôts servent à engraisser un spéculateur immobilier, etc : toutes les infos sur les motivations sont visibles sur internet. Ce qui était remarquable, c'est de voir et entendre les motivations des jeunes (et qq moins jeunes) qui se sont installés sur la ZAD, leur façon de s'organiser et débattre ensemble des décisions, leur engagement. Il s'agit bien là d'un symbole de l'avenir qu'ils n'ont pas envie de vivre et qui est imposé via notamment la publicité, les moyens investis, le pouvoir des médias à la solde des spéculateurs, car il est bien évident que les emplois créés mis en avant pour défendre ce projet ne sont que des emplois précaires et mal payés. Ils vivent là une véritable expérience auto-gestionnaire, où avec rien, ils s'organisent, ils inventent, ils pratiquent et créent de nouvelles façons de vivre, de voir la vie, l'avenir. Pour exemple, lors de cette journée ils ont mis en place des ateliers pour faire soi-même un four à pain à base de terre et paille, une presse pour faire de la sérigraphie, un atelier pour monter dans les arbres, joignant le pratique, le ludique et la bonne humeur. Merci à eux.

D'autres questions qui nous intéressent faisaient aussi parti des débats et infos sur place, tel le TAFTA, le puçage des animaux avec les questions d'éthique sur les nanotechnologies qui envahissent nos vies... j'en oublie c'est certain, ces quelques lignes étant pour rapporter une ambiance et un regard plutôt que des informations technico/politico/économiques que vous saurez trouver si le sujet vous intéresse.

Brigitte Pinède

<sup>2</sup> Organisation Mondiale de la Santé

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Center Parcs : travaux suspendus - N° 151 – Février 2015

Rémi Fraisse... Mort pour un barrage inutile... Responsabilités et enjeux - N° 150 – Décembre 2014

Center parcs, Testet, même combat - N° 150 – Décembre 2014

## Monsanto montré du doigt

Le samedi 23 mai, à l'occasion de la journée mondiale contre Monsanto, s'est déroulée à Grenoble, comme dans d'autres villes de France et du monde, une manifestation. Elle a rassemblé 800 personnes. Parmi les slogans écrit ou scandé j'ai retenu « *Non à Monsanto, oui à ma santé* ». Je rappelle que Monsanto est une des premières multinationales à produire et à promouvoir les OGM et les pesticides.

Jean-François Le Dizès

## ***Y EN A MARRE ! Là-bas et Ici Résistances et Alternatives***

Mon nouveau livre en direction notamment des organisations et des militants écosocialistes

Y EN A MARRE ! Un cri de colère, de rage emprunté à un groupe de rappers sénégalais qui protestaient dans les années 2010-2011 contre la corruption, les coupures d'électricité, les injustices... OUI, y en a marre de ce système économique libéral capitaliste, de ce système prédateur des ressources naturelles par le biais d'un extractivisme forcené, destructeur, mortifère... OUI, y en a marre de ce système mondial de plus en plus inégalitaire au point que désormais 1% les plus riches détiennent

48% des richesses mondiales. OUI, y en a marre de ce système financiarisé dont le désordre mortifère est piloté, en l'absence de tout contrôle démocratique, par les banques, les multinationales et les grandes puissances mondiales. OUI, y en a marre de cet immonde où près 3 milliards d'hommes, de femmes, d'enfants disposent à peine d'un dollar et demi par jour, où des milliers de migrants sont engloutis en Méditerranée par des passeurs criminels mais surtout suite à une politique absolument inacceptable de l'Union Européenne, OUI, y en a marre....

Cet ouvrage édité par moi-même comprend 48 chapitres (276 pages) certes documentés mais sans être « savants » ou universitaires. J'aborde aussi bien les situations internationales (Amériques, Moyen-Orient, Afrique, Maghreb, Grèce, Espagne...) que les situations et enjeux économiques (dette, travail, agro-industrie), techniques (nanotechnologies, « homme augmenté »..), que les thématiques sociales/sociétales : ces morts de la rue, les prisons, ces grands projets inutiles, pour des villes « lentes », quelle Ecole ?, et bien évidemment les thématiques écosocialistes : pour un écosocialisme, décroissance, le climat... Et bien d'autres thématiques et problématiques (tourisme, Ebola, armes atomiques, Tafta...)

On peut se procurer ce livre (prix : 10 €) soit dans les librairies, soit au local du CIIP (Maison des Associations), soit me le commander directement (13,50 € avec envoi) : c/° CIIP- Maison des associations- 6 rue Berthe de Boissieux-38000-Grenoble.

Ecosocialistement vôtre,

Jo Briant

## Pourquoi lancer une monnaie locale à Grenoble ?

À l'heure où la mondialisation de l'économie fait des ravages au sujet de l'emploi et de l'environnement, pour aider à la relocalisation de l'économie, certaines personnes cherchent à lancer des monnaies locales. Pour nous parler d'un tel projet à Grenoble, « Gauche alternative » donne la parole à deux étudiants travaillant sur la question : Armel Chebbi et Romaric Aubin.

**Gauche alternative - Pouvez-vous nous décrire l'expérience qu'a connue Grenoble en matière de monnaie locale ?**

Armel – La monnaie était le sol alpin. L'expérience a débuté en 2008. Elle fonctionnait sur le principe de carte à puce. Les commerçants qui acceptaient d'être payés en sol pouvaient les dépenser chez d'autres prestataires. Pour que cela fonctionne bien il aurait fallu avoir un réseau dense de prestataires afin d'avoir

un circuit qui permette à tout le monde d'échanger mais également que les collectivités locales s'emparent de ce projet. Et l'expérience s'est arrêtée en 2012.



### **Quel est l'intérêt de la monnaie locale ?**

*Armel* – Le principal objectif est de relocaliser l'économie. Cette monnaie doit avoir une valeur fixe par rapport à l'euro et elle n'est pas épargnable. Elle permet les actes de consommation chez des prestataires volontaires ou sélectionnés. Son objectif est aussi de consommer et de produire autrement, c'est un vecteur de transformation des habitudes de chacun. La monnaie locale n'a pas vocation à remplacer la monnaie légale mais bien à cohabiter avec elle.

*Romarc* – La monnaie locale peut permettre d'entretenir un réseau local d'entreprises. Les critères d'application de la monnaie locale peuvent être différents selon les expériences. Par exemple, le critère peut être écologique. C'est au groupe de citoyens qui s'engage dans cette monnaie-là de choisir.

### **Pouvez-vous nous décrire un ou plusieurs exemples de monnaies locales dans le monde actuellement en service ?**

*Armel* – Il y a l'Élef à Chambéry, qui a été créé en novembre 2014. Elle a 500 utilisateurs pour 42 prestataires. Au sein de ces derniers sont représentés les secteurs économiques suivants : l'alimentation (notamment des biocoops et des maraichers), la restauration, les services, les loisirs et la culture. Chaque prestataire s'engage sur des critères écologiques et éco-sociaux et de promotion du réseau de l'Élef. La commune est partie prenante de l'expérience. L'Élef est émise par

une association, « la monnaie autrement ». S'il y a parité entre l'euro et l'Élef au moment de l'achat de produits, quand vous vous fournissez en Élef auprès de « Monnaie autrement », pour 20 euros on vous donne 21 Élefs.

*Romarc* – Le lancement d'une monnaie locale a aussi un rôle d'éducation populaire.

*Armel* – L'association « la monnaie autrement » a un rôle pédagogique sur le fonctionnement de la monnaie, comment elle est utilisée aujourd'hui et pourquoi il faudrait l'utiliser autrement.

### **Quelles sont les grandes lignes du projet de monnaie locale pour Grenoble ?**

*Armel* – Le projet est parti de l'Université. Nous sommes en train de définir une charte de valeurs sur laquelle reposera cette monnaie. Notre ambition est que le territoire d'usage de cette monnaie soit l'ensemble de la métropole grenobloise. On aimerait que les Conseils citoyens indépendants de Grenoble s'emparent du projet, notre objectif étant de mobiliser une grande partie des citoyens autour de ce projet.

Pour le moment nous réfléchissons à ce qui devrait être mis en place pour que ce projet puisse voir le jour. Comme nous savons déjà que les achats en monnaies locales concernent à 80% l'alimentation, nous voulons inclure dans notre projet un réseau de producteurs d'agriculteurs locaux.

*Romarc* - Nous nous inspirons de toutes les expériences françaises et étrangères. Actuellement à Grenoble, nous sommes toujours au stade de la réflexion. L'idée est que les citoyens s'emparent réellement du projet, afin de construire une monnaie qui leur corresponde vraiment.

---

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

Les marchés financiers contre la démocratie - N° 137 - Décembre 2011

## **La guerre contre le terrorisme comme diversion**

### **Hollande, chantre de l'interventionnisme militaire**

Alors que la présidence de François Hollande avait débuté en matière de politique étrangère par le retrait en 2012 des troupes françaises d'Afghanistan, depuis cet acte l'action militaire française a repris du galon. Elle a commencé par l'intervention, dès début 2013, au Mali, pour soi-disant lutter contre le « terrorisme » alors que la véritable raison était de sécuriser l'exploitation par AREVA, de l'uranium dans le pays voisin qu'est le Niger. Alors que les dirigeants politiques français disaient que cette intervention ne devait durer que

quelques mois, que François Hollande affirmait quelques temps plus tard « nous avons gagné la guerre », plus de deux ans après, l'armée française est toujours présente au Mali et le problème touareg dans l'Azawad n'est toujours pas résolu. De même, on peut se demander dans quelle mesure l'intervention de l'armée française en Centrafrique a résolu le problème.

À l'égard de la Syrie, François Hollande fut le chef d'État le plus va-t-en-guerre pour intervenir contre Bachar-El-Assad. Son renoncement d'intervention, dû au lâchage des autres dirigeants occidentaux, lui a évité de tomber dans un nouveau borborygme. En revanche, avec ses alliés occidentaux, il a fait intervenir l'armée de l'air française dans les frappes contre Daesh, frappes



qui n'ont pas vraiment fait avancer les choses. Dans chacune de ces trois interventions les questions politiques, sociales et économiques ont été très peu considérées. D'où leurs échecs.



## Une diplomatie du business

Tout comme la participation militaire française contre Daesh, les voyages de François Hollande au Qatar et en Arabie Saoudite sentent le pétrole. Comme dans tous ses autres voyages à l'étranger (Cuba, Algérie, Afrique du Sud, Kazakhstan...), François Hollande se fait accompagner d'une kyrielle de patrons à qui il ouvre les portes pour obtenir des contrats juteux. S'il était socialiste, ne se ferait-il pas plutôt accompagner par des syndicalistes pour tenter, par exemple, d'harmoniser les législations sociales afin d'éviter les délocalisations d'entreprises ? Par ailleurs, signer des contrats de vente d'avions Rafale avec des pays antidémocratique comme l'Égypte et le Qatar ne lui pose aucun souci, même quand l'aviation égyptienne bombarde les populations libyennes et quand celle du Qatar contribue au bombardement du Yémen. De plus, les avions de combat ne sont-ils pas plutôt des armes d'attaque que de défense ? Être reçu « en grande pompe » par le roi d'Arabie Saoudite sans faire de commentaire sur les Droits de l'homme semble ne poser aucun problème à François Hollande. Or, ce pays compte 30 000 prisonniers politiques\* et, rien qu'en quatre mois 70 personnes accusées de terrorisme ont été condamnées à mort et passées au sabre sur la place publique\*.

## Le coût de la belligérance

L'ensemble des interventions françaises armées à l'étranger coûte cher. Et pour mieux faire « passer la pilule », leurs coûts sont minorés avant les opérations. Ainsi, celles réalisées en 2014 ont coûté 1,13 milliards d'euros (soit 17 € par habitant) au lieu des 450 millions initialement prévus ; 9 000 soldats français se trouvent actuellement au Sahel, en Centrafrique et dans le golfe Persique▼.

Pour François Hollande, les attentats du début de l'année 2015 ont été une occasion pour faire accepter une augmentation des crédits alloués au Ministère de la Défense car, selon lui, la France est entrée en guerre

contre le terrorisme. Ainsi, il a décidé de rallonger le budget de celui-là, de 4 milliards d'euros (soit 61 € par habitant) pour 4 ans▼ et d'annuler la suppression de 34 000 postes de militaires▼ (sur un effectif de 215 000▼), alors que l'argent manque dans beaucoup de ministères civils. En comparaison avec les autres pays de l'Union Européenne, le budget de la Défense française est particulièrement élevé puisqu'il représente 2,6% du PIB contre 1,7% en moyenne européenne. Même si l'on considérait que les attentats de début 2015 nécessitaient de nouvelles mesures de sécurité, ce seraient des mesures policières et non des mesures militaires.

## Quand l'injustice sème le terrorisme

Par ailleurs, François Hollande a rappelé sa détermination à maintenir en l'état l'arme nucléaire française alors que son gouvernement a été celui qui fut le plus intransigeant à l'égard de l'Iran dans les négociations de Genève consacrées au non armement nucléaire de ce pays. En revanche, jamais il n'a dénoncé la possession par Israël de l'arme atomique. Durant le conflit de l'été dernier à Gaza, François Hollande a choisi de condamner fermement les « agressions » de Gaza contre Israël. Il n'a dit mot ni sur les crimes de guerre commis par Tsahal, ni sur les bombes larguées sur des habitations de Gaza. De telles prises de positions injustes ne peuvent favoriser le désarmement nucléaire mutuel et ne peuvent qu'engendrer des sentiments d'injustice, provoquer des ressentiments et donc d'encourager les actes terroristes.

En mettant en relief cette soi-disant guerre contre le terrorisme, François Hollande cherche à faire oublier sa politique antisociale et anti-écologique. Parallèlement, ce choix met en exergue les questions communautaires. Ce qui ne peut que créer de la confusion dans les véritables causes des maux dont souffre la société française. Si François Hollande avait vraiment voulu désamorcer le problème communautaire il aurait appliqué sa promesse électorale consistant à donner le droit de vote aux résidents étrangers.

## Hollande et l'Europe

Au niveau de l'Union Européenne, l'attitude du Président Hollande a consisté à permettre la poursuite de la construction de l'Europe libérale qui cherche à s'étendre à l'Ukraine où les faibles salaires ne peuvent que faire envie aux entreprises capitalistes européennes pour délocaliser. Ainsi, contrairement à ses promesses électorales François Hollande a signé sans renégociation le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG). Il n'a aucunement impulsé les unifications sociale et fiscale qui permettraient de contrecarrer les dumpings social et fiscal. Le dumping fiscal par l'abaissement des impôts assèche les recettes des États et provoque leur endettement. François Hollande n'a pas saisi l'occasion de la victoire de

Syriza en Grèce pour poser ce problème. Il s'est contenté de suivre le courant allemand et d'appliquer de concert la politique d'austérité.

Jean-François Le Dizès

\* France-Culture  
▼ Dauphiné libéré

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Les zones d'ombre de l'intervention française au Mali - N° 143 – Février 2013

Le Mali, un nouvel Afghanistan ? - N° 143 – Février 2013

## Naufrages des migrants en Méditerranée : pourquoi ? Que faire ?

« *L'expression de notre chagrin ne suffit pas* », déclarait le 20 avril dernier Martin Schulz, président du Parlement européen, après la mort de 900 migrants en Méditerranée. Et de rajouter : « *Il est plus que temps de changer de politique envers les réfugiés et les migrants. Sans une véritable stratégie européenne basée sur la solidarité, qui offre aux personnes la perspective de venir en Europe légalement, la prochaine tragédie est seulement une question de temps.* » Faut-il rappeler que plus de 20 000 migrants ont perdu la vie depuis l'an 2000 (3 419 en 2014). Une hausse permanente. Selon Claire Rodier, de Migreurop<sup>3</sup>, « *Il y a peu de chance que le nombre de personnes diminue, puisque les causes des départs sont toujours là.* »<sup>4</sup> Avant d'évoquer ces causes, rappelons-nous : il y a un an et demi, le naufrage de 350 personnes au large de l'île de Lampedusa, en Italie, avait suscité également un émoi comparable. Mais seul le gouvernement Italien avait pris des mesures pour tenter de sauver les migrants y compris au large, au-delà des côtes italiennes, avec des bateaux, avions et hélicoptères. Ainsi avait été institué le dispositif Mare Nostrum. Un dispositif qui a permis de sauver 170 000 personnes et d'arrêter 351 passeurs sur l'année 2014, avec un coût pour la seule Italie de 9 millions d'euros. Mais constatant que les Etats européens ne voulaient pas prendre le relais – toujours au nom du risque d'appel d'air - les autorités italiennes ont arrêté ce dispositif en novembre 2014, passant le relais à l'Union européenne qui se contente de l'opération restreinte Triton qui n'effectue des sauvetages que près des côtes. La partie de la mer la plus dangereuse (la haute mer) n'est pas couverte. Et maintenant ? Toujours Claire Rodier, désabusée mais lucide : « *Après des discours compassionnels, on va sûrement voir revenir à l'arsenal traditionnel : le renforcement des frontières, la lutte contre les réseaux de passeurs et les accords avec les pays tiers* [accords prévoyant notamment l'enfermement dans des camps au Maroc,

en Tunisie, en Egypte, en Grèce des candidats au voyage...].



### Les causes structurelles... des angles morts...

Les causes ? Sont avancées – et c'est bien réel - les guerres et les dictatures : Syrie d'abord, mais aussi Soudan, Erythrée, Somalie, sans oublier le grave désordre libyen... Dictatures qui sont le produit d'une histoire dont les puissances occidentales ne sont pas innocentes. Mais sont surtout occultées les causes structurelles d'ordre économique, causes qui poussent des dizaines de milliers d'Africains à risquer leur vie dans des traversées qu'ils savent meurtrières. Depuis les indépendances politiques (1960), d'autres mécanismes que l'occupation militaire directe (même si – ne jamais l'oublier - la France dispose encore de 25 bases militaires en Afrique dite « francophone ») sont venus prendre le relais pour assurer la reproduction du « pacte colonial », c'est-à-dire la construction forcée des économies africaines selon les besoins de l'Europe et non selon les besoins des peuples africains. Les accords de coopération économique, financière et monétaire que les différents pays européens imposent aux pays africains impliquent une vente à prix très avantageux (pour l'Europe) des matières premières et une mise en concurrence inégale et déloyale entre l'agriculture vivrière locale et l'agriculture européenne largement subventionnée. Et sans oublier la substitution imposée depuis la période coloniale des cultures d'exportation

<sup>3</sup> Migreurop : Observatoire militant associatif des frontières- européen et africain-luttant contre les logiques européennes d'enfermement des migrants dans des camps : [www.migreurop.org/](http://www.migreurop.org/)

<sup>4</sup> *Politis*, 23 avril 2015

(café, chocolat, coton...) aux cultures vivrières. Prenons l'exemple du dernier accord signé entre l'Union européenne et les 15 États de l'Afrique de l'Ouest dit « Accord de partenariat économique » (APE). Cet accord interdit toute taxation des produits exportés de l'Union Européenne vers les pays africains, ce qui grève lourdement les économies africaines et concurrence d'une façon déloyale les productions locales. Un manque et une perte mortels pour les pays africains. Et que dire de l'assèchement halieutique des eaux territoriales du Sénégal, de la Guinée, de Sierra Leone par les bateaux usines européens et japonais qui tue littéralement la pêche artisanale de ces pays. Autant de causes, d'angles morts non-dits qui enfoncent dans la misère des dizaines de millions d'Africains (paysans, pêcheurs...) et les poussent à des tentatives aussi désespérées que mortelles.

### **Non à l'Europe forteresse, Oui à la liberté de circulation et d'installation**

D'abord un mot sur les passeurs. Ceux-ci seraient les principaux responsables de la situation et la lutte contre les réseaux de passeurs est donc parfois présentée comme une solution clé sinon comme la solution. Alors que la constitution de ces réseaux n'en est qu'une conséquence. Tant qu'il y aura une demande de migrants il y aura une offre de passage clandestin. Bien évidemment ces filières sont criminelles et il faut, en lien avec les autorités côtières de l'autre rive, essayer de s'attaquer à ce trafic. Mais tant qu'on ne s'attaquera pas aux causes économiques, qu'on ne remettra pas en question les « Accords de partenariat » euro-africains, il

est illusoire de croire qu'on tarira à la source ces migrations désespérées. Par ailleurs, ce dont les médias ne parlent pratiquement pas, il est un autre scandale permanent, celui des centaines de camps d'internement et de la criminalisation des migrants. Sait-on que chaque année - c'est Migreurop qui nous l'apprend - près de 600 000 étrangers qui sont arrêtés et privés de liberté sur le territoire de l'Union européenne, que 300 lieux d'enfermement (camps d'internement, zones d'attente dans les ports, aéroports, gares ferroviaires) sont répartis dans 27 pays européens. Arrestations systématiques dès que les migrants franchissent « irrégulièrement » des frontières. Un vaste système, inouï, de criminalisation et de rétention.

Il faut faire connaître et dénoncer publiquement cette logique et cette pratique d'enfermement à grande échelle. Oui, on n'insistera jamais assez sur cette réalité incroyable : l'Europe est une immense prison pour les parias de la terre. Un système qui perdurera tant que le droit à la libre circulation et à la libre installation ne sera pas reconnu. Droit qui est reconnu aux hommes d'affaires et aux touristes occidentaux mais qui est dénié à l'immense majorité des migrants africains, moyen-orientaux ou asiatiques.

*Jo Briant*

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

Chasse aux migrants : Valls plus fort que Guéant !  
Appel à la mobilisation - N° 146 – Octobre 2013

Asile-immigration : propositions des Alternatifs - N° 139 – Avril 2012

## **De retour du Forum Social Mondial à Tunis Mars 2015**

Quelques informations tout d'abord pour mieux comprendre le FSM : créé en 2001 à Porto Alegre, le Forum Social Mondial est un espace dédié aux associations, aux mouvements sociaux, aux syndicats, aux mouvements communautaires, aux citoyens qui luttent contre la mondialisation néo-libérale, le réchauffement climatique et ses effets néfastes sur les humains et sur la planète. Le FSM, c'est un espace de rencontres, de convergences, de créations d'initiatives, d'alternatives, de campagnes. Il est ouvert à tous dès lors que chacun respecte les principes de tolérance, de respect de l'autre, de diversité. Il a lieu tous les deux ans. Déjà en 2013 lors de sa première édition à Tunis 60 000 personnes sont venues encourager le processus démocratique en marche en Tunisie.

En 2015, de nouveau à Tunis, les peuples du monde unis contre le terrorisme ont manifesté le 24 mars pour la réouverture du musée Bardo où des attentats terroristes avaient causé 23 morts et des blessés. Cette

manifestation a connu une mobilisation citoyenne massive, les organisations de femmes tunisiennes y étaient au premier rang. La société civile mondiale n'a pas hésité à exprimer sa solidarité avec la Tunisie. Malgré un temps exécrable, tous se sont montrés unis, les slogans étaient hostiles à toute forme de violence. En marchant jusqu'au musée Bardo, les acteurs sociaux du monde entier ont crié leur réprobation du terrorisme. Cette deuxième édition à Tunis a connu une affluence record, plus de 60 000 participant-e-s, 5 045 regroupements, 1 750 associations émanant de plus de 127 pays.

Mercredi 25 mars j'ai pu assister à un forum sur les violences contre les femmes en période de transition et de conflits. Des violences physiques, psychiques ont été exercées au début des révolutions arabes alors que les femmes sont les plus mobilisées. Elles se battent pour la reconnaissance de leur place dans la société, de leurs revendications dans tous les processus de transition. Le

rapport annuel des Nations Unies fait état de violences faites aux femmes en Libye, en Syrie avec le viol comme arme afin de contraindre les déplacements de populations. En Libye, en Syrie, les soldats, les milices, les groupes armés utilisent les violences contre les femmes. On parle de viols filmés envoyés aux familles, de mariages forcés. L'agression sexuelle devient une arme politique pour réduire les femmes au silence, l'impunité règne, aucune sanction n'est exercée contre leurs auteurs. En Libye les salafistes sont les



« sponsors » des hommes et font pression contre les droits des femmes, une seule femme siège au parlement. Les journalistes femmes ont subi des violences dans leur travail. Les femmes à la tribune ont souligné que le pétrole et ses enjeux financiers ont aggravé la situation des femmes. La Libye est en guerre civile et les femmes sont les premières à subir la répression. Le courage des femmes qui ont témoigné est exceptionnel, le Forum Social est un lieu privilégié où peuvent s'exprimer les luttes des femmes opprimées.

Le lendemain j'ai pu assister au Forum des parlementaires mondiaux. De nombreux parlementaires de plusieurs pays étaient présents avec une forte représentation des parlementaires européens du groupe Gue/Nel<sup>5</sup> et de la Gauche Verte Nordique dont la présidente est Gabi Sumer du parti Die Linke. Le témoignage de Fati Shamki, député tunisien du front Populaire a été remarqué. Il a évoqué la crise sociale qui touche la Tunisie et l'inertie du gouvernement tunisien pour remettre en question la dette de la Tunisie. Il a dénoncé aussi le terrorisme, les attentats qui n'ont cependant pas empêché la tenue du Forum.

Puis ont été abordés trois thèmes : la dette, le rôle des multinationales, la paix.

Fati Shamki souligne que le gouvernement ne contrôle pas l'utilisation de l'argent du pétrole et que la Tunisie rembourse la dette depuis vingt ans. Il demande à la

<sup>5</sup> Groupe des députés de gauche de gauche du parlement européen

France d'annuler la dette. Sous Ben Ali la dette représentait 41 milliards de dinars, une grande partie de cet argent a été détourné par la famille Ben Ali. Il conclut en appelant à construire un autre monde et à annuler cette dette illégitime qui affame le peuple et devient le terreau du terrorisme et de la tyrannie.

Pablo Salon, conseiller du Forum Social pour la Bolivie souligne qu'il faut augmenter le salaire minimum des ouvriers dans les mines d'extraction. D'après lui il y a urgence également à avoir dans ces pays en voie de développement une relation différente à la nature, à ne pas changer le cycle vital de la nature en rompant son équilibre. Il faut dénoncer les accords favorisant le business des combustibles.

De leur côté les députés suisses très présents se battent pour créer une loi sur la levée du secret bancaire, une loi contre les criminels et la restitution de l'argent de Ben Ali à la Tunisie. C'est pour eux un devoir de solidarité.

Eric Toussaint du CADTM parle d'un combat commun Nord-Sud. La BCE impose au peuple grec une dette brutale, les revenus de 20% des plus pauvres ont diminué de 86%.

D'après lui les jours des premiers ministres espagnols et portugais sont comptés, d'où leur agressivité contre le gouvernement de Syriza. Il ajoute que la soumission conduit au désespoir et donne l'exemple de l'Equateur et de l'Islande qui ont refusé de payer leur dette. Il faut desserrer l'étau de la Grèce, 80% de la dette est aux mains de la « troïka ». Il conduit avec Syriza un audit citoyen de la dette afin que les Grecs soient capables d'affronter leurs créanciers.

D'après Miguel Urran de Podemos il faut construire une alternative politique en Espagne contre l'austérité en lien avec le mouvement Izquierda Unida. Lui aussi revendique un audit citoyen de la dette. Une députée marocaine témoigne du fait que les femmes paient le plus lourd tribut à cette crise économique. De nombreux participant-e-s du Congo, du Bénin, de la RDC font également part du poids de la dette qui accablent les peuples. Ils font aussi part de la répression contre les mouvements sociaux et les femmes. Quatre motions seront décidées par les parlementaires mondiaux à la fin du Forum sur la dette, la paix, l'immigration et les droits de l'homme.

Pour conclure le Forum Social est un processus qui se développe avec le temps, ce n'est pas un simple événement. Cette année la place des femmes, des jeunes, des chômeurs et des exclus aura été centrale.

Tout ce processus représente les convergences des luttes contre la globalisation capitaliste afin d'en inverser les rapports de force.

*Bernard Macret*

*Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :*

De retour du Forum Social Mondial de mars 2013 à Tunis - N° 145 – Juin 2013

# **Estonie : une expérience de gratuité dans une économie libérale**

**Lors d'un séjour de dix jours en Estonie, je me suis beaucoup promené à pied dans les rues de Tallinn mais aussi dans celles de Tartu et dans les campagnes. J'ai pu avoir des rencontres politiques avec des responsables, notamment en ce qui concerne la gratuité des transports urbains de Tallinn.**



## **Un pays nordique**

Par sa situation géographique, l'Estonie a des caractères communs avec les pays scandinaves. Avec son climat froid, les gens ont tendance à vivre renfermés. Les centres-villes restent assez clairsemés. Il n'y a pas en Estonie l'équivalent des « Maisons pour tous » françaises. Les maisons individuelles citadines, pourtant nombreuses, ne possèdent pas de jardins-potagers. L'architecture des maisons anciennes ressemble à celle que j'avais pu voir en Norvège. La langue estonienne est proche du finnois. Le suédois est une langue étrangère assez étudiée au cours de la scolarité. Comme dans les pays scandinaves, il règne en Estonie un climat de grande confiance à l'égard autrui.

## **Un passé et un présent russes**

L'Estonie n'a existé en tant qu'État qu'à partir de 1920. Entre 1795 et 1991, sauf durant l'entre-deux-guerres, elle a été sous la dépendance de la Russie. Si bien qu'aujourd'hui elle conserve certains caractères russes. 25% de la population sont russophones\*. Durant mes promenades, j'entendais souvent parler russe dans les lieux publics. Un russophone m'a fait part de sa nostalgie de l'URSS. La population est très peu

croyante. Des cités dortoirs, comme celle de Lasnamäe de Tallinn, sont des copies des cités soviétiques. Les restaurants populaires publics que j'ai connus dans d'autres pays à l'époque communiste sont remplacés par des « kohve », sorte de cafeterias privées. En Estonie, on mange beaucoup de pain et de soupe mais quasiment pas de viande rouge.

## **Une orientation économique occidentale et libérale**

Depuis la seconde indépendance de l'Estonie, la politique menée par les gouvernements a été de changer la direction des relations extérieures économiques et politiques du pays de 180° et de passer du communisme au capitalisme. Ainsi, l'Estonie est entrée dans l'Union Européenne en 2004 et a adopté comme monnaie l'euro en 2011. L'économie a été privatisée. Les terres des kolkhozes ont été rendues aux anciens propriétaires ou à leurs descendants. Cette mutation s'est accompagnée d'une diminution du travail de la terre pour une question de débouchés : la part de la population active employée dans l'agriculture a, en effet, chuté de 14% en 1992 à 5% en 2001\*. De nombreuses terres cultivées de ce pays, grand comme une fois et demie la Belgique, ont été abandonnées à la forêt. Durant mon séjour, j'ai pu constater que celle-ci tenait une bonne place.

Orientées vers le marché soviétique, les anciennes entreprises industrielles d'État ont, pour la plupart, fermé. J'ai pu voir dans Tallinn de nombreuses friches industrielles. À la place se sont montées, aussitôt après l'indépendance, des usines d'entreprises capitalistes occidentales, notamment des pays nordiques. Ces entreprises ont délocalisé leurs productions textiles, électroniques ou chimiques vers l'Estonie car elles y ont trouvé des avantages fiscaux et surtout salariaux : le salaire minimum mensuel n'est actuellement encore que de 390 €▼.

Le système commercial est aujourd'hui très occidentalisé : on peut rencontrer de nombreuses grandes surfa-

ces et malls<sup>6</sup>. Le commerce est entretenu par un important tourisme, la vieille ville médiévale de Tallinn étant très attirante.

En ce qui concerne l'habitat, le système du logement social a été désorganisé. Comme pour les terres, les anciens propriétaires se sont vus réattribuer leur logement qui était devenu social. La grande majorité des autres logements sociaux ont été bradés à leurs occupants mais la construction de nouveaux logements sociaux se fait attendre. D'où un problème de logement pour les nouvelles générations, car les loyers du secteur privé sont, par rapport aux salaires, très élevés. Selon le responsable du syndicat des transports que j'ai rencontré personnellement, le loyer d'un logement comportant deux chambres est, à Tallinn, de 300 € !

D'une manière générale, les prix sont, pour les salariés, élevés. Ils sont très souvent du même ordre que les prix pratiqués en France. Fait aggravant, l'impôt sur le revenu n'est plus progressif : depuis 1994, il est proportionnel aux revenus avec un taux d'imposition de 24%<sup>7</sup>. Ce qui affecte particulièrement les bas revenus. Est-ce le prix à payer pour être l'État le moins endetté de la zone euro ? (9,8% du PIB d'endettement<sup>8</sup>).

## Un état providence plutôt ménagé

Cependant, la politique en direction du libéralisme économique n'est pas allée jusqu'à sacrifier les services publics. Si les chemins de fer ont été privatisés, grâce aux subventions de l'Union Européenne leurs services et leurs prix restent convenables : j'ai payé 10,90 € pour faire Tallinn-Tartu (200 km). La Poste et l'électricité n'ont été que partiellement privatisés. Les transports urbains de Tallinn sont restés publics.

Les systèmes de protections sociales (assurance maladie, retraite) ont été maintenus. Un système d'assurance chômage, comparable à celui de la France, a été institué. Les jeunes n'ayant encore jamais travaillé en bénéficient aussi et touchent l'indemnité minimale qui est la moitié du salaire minimum. Mais les jeunes sont les premiers à partir chercher du travail à l'étranger, essentiellement dans les pays scandinaves, même si l'Australie est aussi une destination importante. L'émigration contribue à limiter le chômage, qui, en avril 2015, se situe à 7%<sup>9</sup>. L'émigration est tellement constituée de courts séjours à l'étranger qu'elle est difficile à quantifier et elle contribue à rendre le taux de chômage très fluctuant. Les départs d'entreprises étrangères, notamment textiles vers la Russie, ne peuvent que contribuer à augmenter ce taux. Ces redéménagements d'entreprises étrangères sont-ils liés à l'augmentation progressive des salaires que m'a mentionnée le syndicaliste des transports ? Par ailleurs, de nombreux russophones sont retournés définitivement en Russie après l'indépendance. En outre, les problèmes de logement contribuent au faible taux de fécondité que

connaît l'Estonie. Il n'est en effet que de 1,44<sup>10</sup>. L'ensemble de ces phénomènes provoque une diminution de la population. En effet, celle-ci est passée de janvier 1990 à aujourd'hui, de 1,6 million à 1,3 millions d'habitants<sup>11</sup>.

En ce qui concerne la Santé, le système pâtit de la fuite de médecins à l'étranger.

Si les écoles maternelles et les nombreuses crèches sont maintenant payantes, plus de 80% de leurs frais sont subventionnés par les municipalités dont elles dépendent<sup>12</sup>. À partir de l'école primaire, les livres et les transports scolaires sont payants. Cependant, les effectifs des classes sont relativement réduits : à l'école primaire et à « l'école de base » (collège), ils ne peuvent dépasser 24<sup>13</sup>, tandis qu'en zone rurale ils peuvent être d'une dizaine. Les salaires des enseignants ne sont pas sacrifiés puisque le salaire moyen des enseignants du primaire et du secondaire est de 2,6 fois le salaire minimum<sup>14</sup>.

L'Université, qui est essentiellement localisée à Tartu, reste théoriquement gratuite.



L'université de Tartu

## La question linguistique

La question linguistique affecte le système d'enseignement. À l'époque soviétique comme aujourd'hui, il existe deux sortes d'établissements : ceux dont les cours sont donnés en estonien et ceux où ils le sont en russe. Mais depuis 2007, 60% des cours des lycées russes doivent être donnés en estonien<sup>15</sup>. Dans le même ordre d'idée, pour pouvoir acquérir la nationalité estonienne, les russophones ont dû en 1993 passer et réussir un examen d'estonien. Comme beaucoup d'entre eux ne l'ont pas passé, de nombreux russophones sont apatrides. Longtemps, les deux communautés, estonienne et russophone, se sont ignorées en vivant dans des quartiers distincts. Les quotidiens en vente peuvent être en estonien ou en russe. Pour un si petit pays, ils comprennent un grand nombre de titres. Cependant, aujourd'hui, les rapports entre les jeunes des deux communautés sont plus ouverts. Le fait que la plupart

<sup>6</sup> Grands centres commerciaux

des jeunes parlent l'anglais doit contribuer à ce rapprochement.



Tallinn

## La gratuité des transports à Tallinn

C'est dans ce contexte que la municipalité de Tallinn, tenue par le parti du « Centre », a pris l'initiative d'instaurer la gratuité des transports urbains pour ses résidents à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La décision fut prise, suite à un référendum qui a été organisé en 2012 et qui a donné 75% de « oui ». Il faut signaler qu'avant cette date, la gratuité concernait déjà les jeunes et les personnes âgées. Le fait que, de 2012 à 2014, 16 000 personnes supplémentaires se soient déclarées habitants de Tallinn<sup>▼</sup> a contribué à augmenter les recettes de la ville. Ce fait et la quasi-disparition des frais de billetterie ont fait que la charge financière liée à la généralisation de la gratuité n'a représenté que 10% du budget des transports publics urbains<sup>▼</sup>.

Si Tallinn a une population proche de celle de l'agglomération grenobloise (428 000 habitants en 2013<sup>▲</sup>), la ville est beaucoup plus étalée : sa superficie est 8,8 fois celle de la commune de Grenoble. Malgré cet étalement, l'ensemble de la ville est bien quadrillé par le réseau de bus, de tramway et de trolleybus. En les prenant, j'ai pu constater qu'ils menaient jusque dans les coins reculés et que leurs fréquences étaient très convenables. Depuis l'instauration de la gratuité, le parc des véhicules a augmenté de 8%<sup>▼</sup>. Par ailleurs, selon le responsable du syndicat des transports, la mise en place de la gratuité s'est accompagnée d'une amélioration des conditions de travail des chauffeurs et d'une augmentation de leurs salaires.

Quant au résultat en matière de fréquentation, il est le suivant : de 2012 à 2014, le nombre de passagers a augmenté de 6,5%<sup>▼</sup>. Selon le responsable des transports publics de Tallinn que j'ai rencontré, ce chiffre décevant est à relativiser du fait de la cessation provisoire d'une ligne de tramway pour cause de réaménagement. Par ailleurs, les lignes de train qui desservent 13 gares de la ville ont, avec la gratuité instaurée sur leur portion

urbaine, vu leur nombre de passagers exploser. Il a été multiplié par 5,6<sup>▼</sup>. Si de nombreuses personnes m'ont fait part de leur satisfaction de pouvoir utiliser gratuitement les transports publics, j'ai pu constater que beaucoup de voitures continuaient de circuler dans la ville. En effet, l'automobile est en Estonie un produit de masse récent ; elle demeure beaucoup un objet d'affirmation. De plus, la conscience écologique n'est pas très développée en Estonie. D'ailleurs la décision de gratuité prise par la municipalité se voulait être une mesure sociale et aucunement écologique. Cependant, on m'a fait part que certaines personnes ayant une voiture utilisaient les transports publics.

## Des problèmes écologiques ignorés

Aux élections législatives de mars 2015, qui ont confirmé au pouvoir la coalition sortante, le parti des Verts n'a remporté que 0,9% des voix<sup>▲</sup>. Au niveau énergétique, alors que le pays est très venté, je n'ai vu aucune éolienne. La richesse énergétique du pays est l'huile de schiste qui permet de produire 85%\* des besoins énergétiques pour la production électrique de l'Estonie. Ce carburant, qui est exploité depuis près d'un siècle, se trouve dans les couches superficielles de la terre et ne comporte donc pas les mêmes risques écologiques que ceux exploités dans les grandes profondeurs. Cependant, il nuit à l'environnement.

## Une société civile quasi-inexistante

D'une manière générale, comme en Russie, la société civile est en Estonie quasiment inexistante. Alors que, pour un travail identique les salaires des hommes sont 30% supérieurs à ceux des femmes, il n'existe pas de mouvement féministe. Le syndicaliste que j'ai rencontré expliquait cette différence par une moindre exigence des femmes que des hommes en matière salariale. L'idéologie communiste ayant relégué au second plan les différences de genres derrière les différences de classes, aujourd'hui, les Estoniennes mettent au contraire l'accent sur leur féminité. Cependant, les femmes sont majoritaires à l'Université.

Au niveau social, seuls 7% des salariés sont syndiqués<sup>▼</sup>. Si j'ai pu voir un rassemblement devant un fast food Mac Donald's lors de la journée internationale contre la précarité des travailleurs dans cette chaîne de restaurants, les manifestants n'étaient qu'une douzaine.

Avril 2015

Jean-François Le Dizès

Auteur de « globe-trotter, carnets de voyage d'un burlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan

### Sources chiffrées

\* Encyclopédie Estonica

▼ Le responsable du syndicat estonien des transports

■ « History of the baltic states » d'Andres Kasekamp ; éditions Palgrave Macmillan, 2010, Angleterre

• Le responsable du syndicat estonien des enseignants

- ▼ Le responsable des transports publics de Tallinn
- Le quotidien L'humanité
- ◀ Wikipédia

Articles parus dans un numéro précédent sur un sujet voisin :

Russie : un début de printemps qui risque de durer - N° 141 – Octobre 2012  
 La Moldavie : à la croisée des influences - N° 133 - Février 2011  
 Lituanie : une croyance inégalée en l'Union Européenne - N° 108 - Mai 2006

## Calendrier

Quand	Quoi	Où
Samedi 6 juin 17h30	<b>Fête des Tuiles</b> , organisée par la municipalité de Grenoble	Départ angle Libération-Alliés
Samedi 6 et dimanche 7 juin	<b>4<sup>e</sup> EcoFestival en Grésivaudan</b>	Lumbin
Mardi 9 juin 12h	Rassemblement <b>en faveur du peuple Grec</b> , organisé par le collectif citoyen "Grèce / austérité"	Place Victor Hugo Grenoble
Jeudi 11 juin 20h	Projection de "Les 18 fugitives" dans le cadre de <b>Palestine en vue</b> – Festival de Cinéma en Rhône-Alpes	Salle Juliet Berto Grenoble
Samedi 13 juin 14-19h	<b>10<sup>e</sup> Anniversaire de RESF</b> : stands, animations, jeux pour les enfants, débats	Jardin de Ville Grenoble
Dimanche 14 juin à partir de 11h	Rassemblement international <b>contre la LVG Lyon Turin</b> (parcours à vélo : rendez-vous [à 10h30 au lac St André], pique-nique, débats, conférences, promenade animée et musicale), organisé par Vivre et Agir en Maurienne	Stade de Chapareillan
Mercredi 17 Juin 18h30	Conférence-débat sur <b>le livre noir des banques</b> avec Ivan du ROY, de l'Observatoire des multinationales, organisée par les Amis du Monde diplomatique	Bibliothèque Municipale du centre ville Grenoble
Mercredi 24 juin 18h30-22h	<b>Pique-nique annuel solidaire</b> en solidarité avec les étrangers migrants, les sans papiers, les Roms... organisé par le CIIP	Place de Verdun Grenoble
26, 27 et 28 juin	<b>Fête du Travailleurs Alpin</b> , organisée par le Parti Communiste	Parc de la Poya Fontaine
Jeudi 2 juillet	Passage du <b>tour de France d'Alternatiba</b>	Parc Mistral Grenoble Départ : la Source, Fontaine Mairie Grenoble
17h	Animations et stands	
17h30	Vélorution	
20h	Conférence-débat avec les participants du tour	

**Gauche Alternative mensuel des Alternatifs-Isère**  
 ISSN 0998-84 67  
 n° de CPPAP : 0517 P 10 865  
 42 rue Saint-Laurent  
 38 000 Grenoble.  
 Tel. 04 76 24 13 31  
 Directeur de publication :  
 Jean-François Le Dizès  
 Tirage : 350 exemplaires  
 Impression : Euro-Prim 47 avenue  
 Alsace Lorraine  
 38 000 Grenoble  
 Courriel : 38@alternatifs.org.  
 Site : www.alternatifs.org/38/

**Bulletin d'abonnement**

Nom :  
 Prénom :  
 Adresse :  
 Courriel :  
 Abonnement pour 10 numéros : 10 euros  
 Pour les économiquement faibles (chômeurs, prestataires de revenus minimum, étudiants, lycéens) : 3 euros (fournir une attestation)  
 Abonnement de soutien à partir de 20 euros  
 Chèques à l'ordre de : les Alternatifs-Isère

**Bulletin d'adhésion**

Nom :  
 Prénom :  
 Adresse :  
 Tel.  
 Courriel:

Ont participé à ce numéro : Romaric Aubin, Antoine Back, Jo Briant, Armel Chebbi, Henri Errico, Gilles Kuntz, Jean-François Le Dizès, Bernard Macret et Brigitte Pinède.